

Citoyenne Démocratie



vous propose

X28ACL3- Démocraties Directes - Actez pour vous !

Atelier Constituant Lexical N°3 avec Étienne Chouard

Mardi 28 janvier - 21h00/23h00



co-hôtes

ACL3 – Atelier Constituant Lexical 3

Émission du 28/01/2025 sur DDs TV
<https://democratiesdirectes.org/index.php/dds-tv>

Définitions : suite écoute, relecture et transcription de IA par IH

L'État de droit

1. L'État de droit est l'unique cadre juridique dans lequel le peuple s'exprime dans le respect de la loi et des institutions.
2. L'État de droit est l'organisation politique dans laquelle l'État, qui produit le droit législatif, est lui-même effectivement soumis au droit constitution, qui lui est supérieur et inaccessible, afin de protéger la population contre les abus de pouvoir, et de garantir les libertés et les principes fondamentaux de la société.
3. L'État de droit est un ensemble de normes de toutes juridictions (civiles, pénales, administratives) qui définit avec précision qu'elles sont les libertés inaliénables et les grands principes fondateurs de notre société, concomitant à une institution supérieure constitutionnelle veillant à son respect par le contrôle et la sanction des agents défaillants.
4. L'État de droit est le concept de sécurité du fonctionnement des institutions de l'État, dont les agents, y compris ceux nommés à des postes de pouvoirs et de responsabilités, ne disposent d'aucune possibilité de modifier le droit premier et supérieur constitutionnel auquel ils sont soumis.
5. L'État de droit désigne un système politique et juridique dans lequel la loi est suprême et s'applique de manière égale à tous les individus.
6. L'État de droit est la sécurité que la chose jugée, par décisions du conseil constitutionnel, du conseil d'état et de la CEDH, est supérieure et définitive aux lois votés par ses représentants.
7. L'État de droit est la souveraineté du peuple et interdit la corruption de ses principes par ses représentants.

8. L'État de droit est l'application constitutionnelle de la surveillance individuelle, pouvant amener à la révocation de chaque responsable, issu d'un mandat ou d'une charge de fonctionnaire.
9. L'État de droit est l'obligation de rendre des comptes à la population, par audit annuel ou en commission de contrôle, pour tous ceux qui ont une responsabilité ou d'une autorité contraignante sur les citoyens.
10. L'État de droit est la séparation des pouvoirs entre le législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire.
11. L'État de droit est la stricte application de la volonté du peuple, du respect du droit institué par le peuple, ou secondairement par ses représentants, sans jamais que les institutions juridiques ne puissent corrompre la constitution par des jugements de portée supérieure.
12. L'État de droit est l'application stricte des décisions supra-nationale incarnée par les institutions de l'Union Européenne.
13. L'État de droit est la primauté du droit sur le pouvoir politique, l'égalité de tous devant la loi et la séparation des pouvoirs.